

ENTRÉE

GRATUIT

LIBRE

depuis 1986

Journal communautaire de Sherbrooke
JANVIER 2005 • Vol. 20 • No. 1 • 105^e numéro

(page 2)

Jeunes de la rue au Mali (page 3)

(page 5)

Bombardier : Entre l'amour et la haine (page 8)

Les bateyes en République dominicaine

Le sucre est toujours noir !

PAR MÉLANIE MARCHE • Stagiaire Québec sans frontières en République dominicaine

Je sais pas si ce qu'on a vécu à Palo de Caja est représentatif de la vie quotidienne et du rythme de tous les Dominicains - le passage à Bellas Colinas semble démontrer que non -, mais je crois qu'on ne peut pas passer sous silence une visite dans les bateyes de la République dominicaine.

Si on nous avait demandé de penser à un aspect qui différencie le plus la République dominicaine du Québec, je crois que j'aurais répondu qu'il y en a beaucoup trop pour n'en souligner qu'un. Et si on m'avait demandé ce qui m'a le plus choquée et attristée, ce que j'aimerais profondément pouvoir changer là-bas, alors, sans hésiter, j'aurais répondu cet écart entre les Dominicains eux-mêmes, mais aussi cet absurde, mais si dramatiquement réel écart entre le pouvoir d'achat des Dominicains et le nôtre.

Il y a un tel fossé entre les riches et les pauvres, quelque chose de tellement flagrant là-bas... Puis, aussi, il y a bien sûr, en lien direct avec cela, un problème de discrimination raciale. Plus on est blanc, plus on est admiré et meilleure est notre place dans la société. Malheureusement, ce n'est

pas le cas des Dominicains d'origine haïtienne qui travaillent dans les bateyes. C'est pourtant seulement en revenant ici, au Québec, après avoir découvert les bateyes, ou plantations de cannes à sucre, que je découvre toute la réalité des gens qui y travaillent.

Plus on est blanc, plus on est admiré et meilleure est notre place dans la société. Malheureusement, ce n'est pas le cas des Dominicains d'origine haïtienne qui travaillent dans les bateyes.

C'est en revenant ici, devant mon café sucré, style Altigracia, que j'apprends que plus de 300 000 Haïtiens sont employés dans 40 ou 50 plantations en République dominicaine. Ils sont payés au poids de cannes à sucre



Source : CSlinforme, été 2004 - volume 8 n° 2

Encore de nos jours, plus de 300 000 Haïtiens travaillent dans les plantations de cannes à sucre en République dominicaine. Ils sont gardés captifs en étant sous-payés en jetons et non en pesos. Leur retour en Haïti n'est plus possible alors.

qu'ils récoltent chaque jour, cannes à sucre qui sert à produire plus de 90 % du sucre que l'on consomme ici. Ce sont des gens qui sont pour la plupart analphabètes et qui ne peuvent pas se défendre contre le fait que les balances utilisées pour peser leur travail sont bien souvent truquées. Ils sont payés en jetons et non en pesos et sont donc obligés d'acheter dans les magasins de la plantation. Six mois de travail par année, six mois de travail dur et acharné, et le reste du temps, pas d'emplois et surtout pas d'argent pour repartir en Haïti. On

dit que le mot « esclavage » ne devrait plus avoir sa place aujourd'hui...

La République dominicaine, c'est autre chose que des plages ensoleillées...

Alors, pour moi, c'est important de dire que la République dominicaine, nous l'avons connue autrement que par ses magnifiques plages. Que l'on n'a bien évidemment pas changé le quotidien des gens chez qui nous avons vécu, et encore moins celui des gens qui travaillent dans les

bateyes à un tout autre rythme que celui de Palo de Caja. Mais nous sommes revenues très riches d'images, d'expériences.

Ce que je regrette le plus c'est de ne pas avoir pris en photos, de ne pas avoir immortalisé le sourire des gens qui mangeaient là-bas, ensemble devant nous, les cannes blanches (un peu moins blanches qu'au début quand même), assis dans le fond de notre *gagua*, en nous regardant, sans une trace d'hostilité, comme si la vie qu'ils menaient était aussi facile que la nôtre.

Carrefour de 
Solidarité
INTERNATIONALE

Ce numéro a été rendu possible grâce à la collaboration du
Carrefour de solidarité internationale

ÉDITORIAL

Réforme du mode de scrutin

Dupuis, l'illusionniste ...

En décembre dernier, le ministre Dupuis, responsable de la réforme des institutions démocratiques, a déposé un avant-projet de loi portant sur une réforme électorale au Québec (incluant le mode de scrutin). Soulignons que cette réforme est attendue depuis plus de trente ans et largement souhaitée par une majorité de la population. Ce faisant, le ministre donne suite aux États généraux sur la réforme des institutions démocratiques tenue en 2002 tout en répondant aux pressions exercées par certains groupes dont le Mouvement pour une démocratie nouvelle (MDN), le Collectif Féminisme et Démocratie et autres organismes des mouvements sociaux.

Quand on ne veut pas vraiment changer...

Depuis des années, l'ensemble de la population appuie l'idée de l'établissement d'une forme de scrutin dite « à la proportionnelle ». Qu'est-ce à dire ? L'objectif est de viser à ce que l'Assemblée nationale soit à l'image des courants idéologiques et politiques de la société exprimés par les élections. En bref, l'idée centrale d'un tel mode de scrutin est que si un parti politique remporte 8 % du vote, il devrait obtenir 8 % des sièges à l'Assemblée nationale. Le projet déposé par le ministre Dupuis tourne en dérision cet objectif puisqu'il faudrait qu'un parti politique obtienne environ 13 % du vote pour faire élire un député dans un « district » !!! Comment arrive-t-il à cette « dérive » ? Son projet consiste à créer un modèle mixte de 77 circonscriptions, avec la façon actuelle de voter et d'y ajouter ± 26 « districts » dont seraient issus 50 député-e-s pour compenser les écarts existants entre ceux qui sont élus « territorialement » et le vote accordé aux partis. Avec cette proposition, seuls les trois partis comme le PLQ, l'ADQ et le PQ pourront faire élire des député-e-s... Pourquoi ? Parce que, sans effectuer de calculs exhaustifs, on peut dire que plus le nombre de districts est élevé, plus le pourcentage à obtenir pour y faire élire un-e député-e sera élevé. Pour tendre vers une représentation plus « proportionnelle », il faudrait que le nombre de districts soit considérablement diminué, sinon, qu'il y ait qu'une seule liste dite « nationale ».

Un « X », ce n'est pas assez !

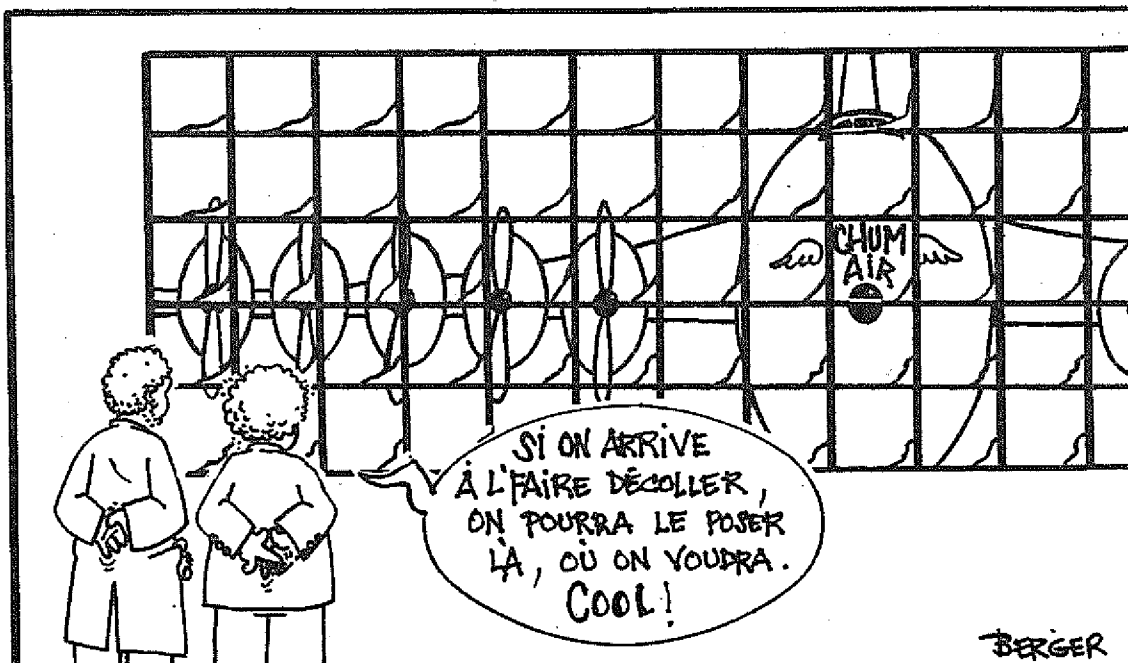
La question des « deux votes » est un autre aspect central dans le scrutin à la proportionnelle. Cela signifie que les personnes qui votent, choisissent un-e candidat-e d'un parti « A » pour la représentation territoriale (les 77 proposées) ET en plus, font un autre choix sur les partis politiques en liste. Cette façon de faire répond à un besoin exprimé par la population pour conserver un lien avec un-e député-e selon son territoire tout en lui offrant l'opportunité de voter autrement avec un 2^e vote, possiblement pour un autre parti... Cela fait toute la différence, puisqu'il est reconnu que le 2^e vote est davantage conforme aux convictions politiques des personnes votant. La réforme Dupuis ferme la porte au 2^e vote, perpétue le vote « utile et stratégique » et enlève la substance essentielle du scrutin à la proportionnelle !

L'ADQ et le PQ dans tout ça ?

Puisque la réforme proposée est profitable d'abord et avant tout aux trois grands partis existants, gageons que l'ADQ et le PQ ne s'y opposeront pas sur le fond. D'ailleurs, il serait étonnant que nous puissions compter sur le PQ puisque celui-ci n'a jamais eu le courage d'appliquer une réforme du mode de scrutin (incluant la proportionnelle), et ce, malgré ses 17 ans passés au pouvoir et le fait qu'il propose une telle réforme dans son programme politique depuis 1969 !

Il nous faudra nous, citoyens et citoyennes, effectuer des pressions importantes sur le gouvernement pour qu'il améliore, et de loin, ses orientations concernant la réforme électorale au Québec. Le mérite d'avoir déposé un avant-projet de loi est l'espace créé pour susciter un débat public large et ouvert sur cette question. À nous d'y voir !

PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION



Le projet du nouvel hôpital à Montréal est à l'image du gouvernement Charest : rien ne lève en santé, éducation, aide sociale, réforme du mode de scrutin, environnement, transport en commun, etc...

Discours du ministre brésilien de l'Éducation aux États-unis

Pendant un débat dans une université aux États-unis, le ministre de l'Éducation, Cristovam Buarque, fut interrogé sur ce qu'il pensait au sujet de l'internationalisation de l'Amazonie. Le jeune étudiant américain commença sa question en affirmant qu'il espérait une réponse d'un humaniste et non d'un Brésilien. Voici la réponse de M. Cristovam Buarque.

« En effet, en tant que Brésilien, je m'élèverais tout simplement contre l'internationalisation de l'Amazonie. Quelle que soit l'insuffisance de l'attention de nos gouvernements pour ce patrimoine, il est nôtre. En tant qu'humaniste, conscient du risque de dégradation du milieu ambiant dont souffre l'Amazonie, je peux imaginer que l'Amazonie soit internationalisée, comme du reste tout ce qui a de l'importance pour toute l'humanité. Si, au nom d'une éthique humaniste, nous devons internationaliser l'Amazonie, alors nous devrions internationaliser les réserves de pétrole du monde entier.

Amazonie = Pétrole = Capital financier

Le pétrole est aussi important pour le bien-être de l'humanité que l'Amazonie l'est pour notre avenir. Et malgré cela, les

maîtres des réserves de pétrole se sentent le droit d'augmenter ou de diminuer l'extraction de pétrole, comme d'augmenter ou non son prix.

De la même manière, on devrait internationaliser le capital financier des pays riches. Si l'Amazonie est une réserve pour tous les hommes, elle ne peut être brûlée par la volonté de son propriétaire, ou d'un pays. Brûler l'Amazonie, c'est aussi grave que le chômage provoqué par les décisions arbitraires des spéculateurs de l'économie globale. Nous ne pouvons pas laisser les réserves financières brûler des pays entiers pour le bon plaisir de la spéculation.

Au cours de leurs débats, les actuels candidats à la Présidence des États-unis ont soutenu l'idée d'une internationalisation des réserves florestales du monde en échange d'un effacement de la dette. Com-

mençons donc par utiliser cette dette pour s'assurer que tous les enfants du monde ait la possibilité de manger et d'aller à l'école. Internationalisons les enfants, en les traitant, où qu'ils naissent, comme un patrimoine qui mérite l'attention du monde entier, davantage encore que l'Amazonie. Quand les dirigeants du monde traiteront les enfants pauvres du monde comme un Patrimoine de l'Humanité, ils ne les laisseront pas travailler alors qu'ils devraient aller à l'école; ils ne les laisseront pas mourir alors qu'ils devraient vivre.

En tant qu'humaniste, j'accepte de défendre l'idée d'une internationalisation du monde. Mais tant que le monde me traitera comme un Brésilien, je lutterai pour que l'Amazonie soit à nous. Et seulement à nous ! »

Source : Communautique, Ce texte n'a pas été publié. Aidez-nous à le diffuser. www.communautique.qc.ca/

ENTRÉE LIBRE

187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4

Tél. : (819) 821-2270
entree@aide-internet.org

Tirage : 9000

Équipe de rédaction

Yanick Bilodeau
Louise Daigle
François-Olivier Desmarais
Claude Dostie Jr
Annie Forest
Carole Gascon
Normand Gilbert
Benoît Pilote

Mise en page

Louise Daigle

Correction

Louise Daigle
Annie Forest

Caricature

Pierre Berger

Collaboration

Manon Brunelle
Jean Lacharité
Sonia Lapointe
Alexandre Lavallée
Mélanie Marche
Mélanie Mercier
Alain Ouellette
Micheline Plante
Denis Poudrier
Marie-Douce Provencher

Éditeur : La Voix Ferrée

Impression : The Record

Graphisme de la nouvelle maquette :
Graphiq Illustration

Distribution : Publi-Sac Estrie

Poste publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 1^{er} trimestre 2005
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite
délimité par les rues Queen au nord,
Saint-Joseph au sud, Le Phare à
l'ouest et par la rivière St-François.

AMECQ Association des médias sans communication au Québec

Distribution Assurément AODA

Gouvernement du Québec
Ministère de la Culture
et des Communications

Rpm



Les jeunes de la rue au Mali

Pour une deuxième année, grâce au soutien du ministère des Relations internationales par le biais du programme Québec sans frontières (QSF), le Carrefour de solidarité internationale (CSI) permet à des jeunes de la rue de rencontrer l'Afrique de l'Ouest. Cette année, c'est en partenariat avec la Coalition sherbrookoise pour le travail de rue, que l'expérience s'y vit pour cinq jeunes. Le grand départ s'est fait le 11 janvier dernier en direction de Bamako, capitale du Mali. Avant de quitter la grande ville pour Boidié, les jeunes nous laissent un petit mot démontrant bien toute l'ampleur du travail de l'Association Kilabo, principal partenaire malien du CSI.

Un petit mot pour dire qu'il fait très beau ici et que tout le monde va bien. Nous mangeons vraiment très bien. Nous sommes allés faire quelques visites des sites historiques ; avons des cours de *bambara* à l'ombre d'un arbre et avons eu la visite d'un fabricant de *jembe* et d'un couturier. Kilabo fait un travail des plus exceptionnels. Les gens là-bas prennent leurs rôles de guide touristique, de professeur, de chauffeur et surtout, d'intermédiaire dans les situations les plus compliquées. C'est très rassurant de travailler avec eux. Les jeunes sont vraiment très autonomes et ils sont constamment avec des Maliens. Ils ont une belle ouverture. Les premiers signes de choc culturel se font sentir... Nous partons pour Boidié demain midi ou une nouvelle aventure nous attend.
Mali-Claude

La famille : pilier de la société

« Le portrait de la famille malienne est une petite maison remplie de tantes, oncles, cousins et cousines, frères et sœurs, grands-parents, et bien



Source : CSI

La femme malienne travaille très fort !

sûr, de quelques animaux. Et cette famille passe avant tout, solidaire, respectée et honorée. Les liens familiaux nous ont paru très forts : tout le monde a une place bien précise et importante pour assurer le bon fonctionnement de la famille, comme une micro-société ! » (Mélanie Séguin, Kaylee Irvine, Gulled Hussein, QSF 2004)

« Le Mali est riche en beauté extérieure et intérieure, les gens sont extraordinaires. Ce pays mérite d'être visité... Merci au CSI. » (Maxime Dubois Leclerc, QSF 2004)

« Au Mali, la pollution est présente surtout dans les grandes villes à cause du pétrole non raffiné et des vieux moteurs non ajustés. De plus, des systèmes de collecte de déchets par exemple, ne sont pas monnaie courante. Les problèmes de pollution, s'ils ne sont pas réglés, s'enveniment d'année en année, sans oublier ce coin de pays qui perdra sa beauté. Selon moi, la meilleure solution reste le développement durable qui inclut une vision à long terme dans le développement. Sans être draconien, le développement durable peut accomplir de grandes choses, avec l'aide de gens dévoués, bien sûr. » (Mathieu Guillet, QSF 2004)



Source : CSI

Un stagiaire avec un groupe d'enfants joyeux du Mali !

« À mon arrivée au Mali, j'avais l'impression d'avoir trouvé une société qui rejoignait mes valeurs. Déjà l'absence de stress, moi qui est maladivement stressée ! Et la famille unie, qui passe avant tout, même avant le travail, ce même travail, qui est difficile, mais qui revient directement à l'individu : nourrir sa famille du fruit de ses efforts ; la proximité entre les vieillards et les enfants...

Cependant, en y réfléchissant plus, je me suis rendu compte que ce Mali n'était pas parfait, que chaque société, la nôtre et la leur, a ses mauvais côtés. D'accord, le stress est absent mais par contre, il semble y avoir un manque d'organisation répandu. De plus, il faut souvent beaucoup de temps, là aussi,

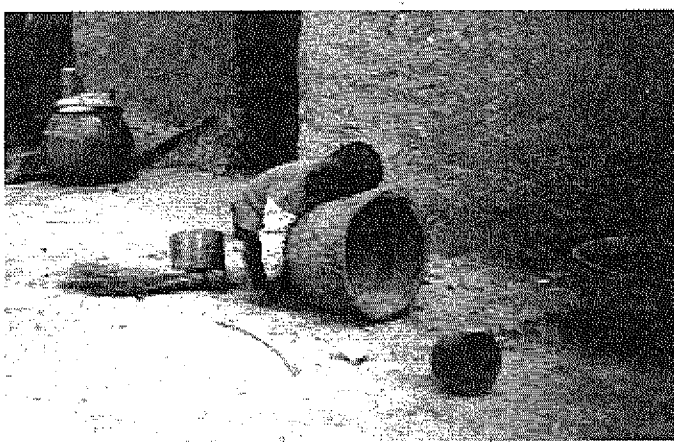
pour que les choses changent. Et l'agriculture, si proche de la terre, est aussi, de façon générale, toxique. En effet, les Maliens utilisent beaucoup d'engrais chimiques contribuant ainsi à l'appauvrissement des sols. Et les femmes, piliers de la société malienne, ont rarement accès à l'éducation et travaillent très fort toute leur vie.

Ce que le Mali m'a apporté ? J'y ai saisi toute l'importance et la chance de pouvoir faire des choix dans la vie. Rien au monde ne pourra m'obliger à suivre une voie que je n'ai pas choisie ! » (Flo, Christine Benoît Belisle, QSF, 2004)

Source : CSI-Informe, été 2004
Volume 8 n° 2

Mali : Fête de la Tabaski, la fête du mouton

Dès 7 heures 30, la fête commence ; l'appel à la prière est lancé. Les gens, dans leurs plus beaux habits cousus spécialement pour cette fête, vont à la grande prière à la mosquée. Au retour, chaque grande famille effectue le sacrifice du mouton. Chaque famille ayant les moyens, tue le mouton, face à l'est, face à La Mecque. C'est l'aîné qui tue le mouton et l'aîné des fils de la famille aidé de ses jeunes frères et cousins qui le dépècent. La viande est ensuite distribuée entre les familles vivant sous le même toit et partagée avec les personnes n'ayant pas les



Source : CSI

Voilà un petit enfant qui s'est bien amusé à la fête !

moyens de s'en offrir. En effet, le petit mouton se vend environ 150 \$ et le gros peut coûter jusqu'à 500 \$. Dans un pays où le salaire moyen est d'environ 1 200 \$ par année, on s'imagine tous les sacrifices qui sont effectués pour cette fête. Durant toute la journée, on mange du mouton, on visite les voisins, les amis et les belles-familles, pour transmettre les vœux de bonne fête (*Sambe Sambe*). On demande à Dieu de protéger mari, femme, enfants, frères, sœurs.

On demande santé et prospérité. On demande pardon pour les paroles et les gestes qu'on aurait posés au cours de l'année qui vient de passer et qui auraient pu offenser les autres. Les stagiaires ont pu participer à plusieurs fêtes, les invitations étant très nombreuses et, toute la journée, les enfants passaient faire des vœux et recevaient bonbons et petits sous en même temps. Ce fut une journée mémorable !

Source : CSI-Informe, été 2004, vol. 8 n° 2

6,4 milliards aujourd'hui.

Et si le monde était un village...

À l'occasion de son 6,4 milliardième habitant, atteint le jeudi 7 octobre 2004, le monde est désormais un village global. Imaginons un instant que ce monde soit un village composé de 100 habitants. Il y aurait alors 59 Asiatiques, 14 Africains, 14 Américains et 13 Européens.

- Une (1) personne serait considérée comme riche, c'est-à-dire, possédant plus de richesses que nécessaire pour assouvir ses propres besoins et ceux de sa famille. Elle posséderait, à elle seule, 50 % du village et de ses richesses ;
- La bibliothèque du village ne serait accessible qu'à 24 personnes, les autres en seraient interdites ;
- L'électricité serait coupée environ 50 % du temps, faute de moyens ; 30 personnes gaspilleraient 90 % des ressources naturelles et énergétiques du village.

Les chiffres peuvent ainsi s'étaler sur des pages et des pages. Ils permettent parfois de remettre en perspective chacun de nous sur notre planète, et de mesurer ce que nous sommes, nous les humains.

PopulationData.net est un site d'informations, cartes et statistiques sur les populations du monde. Il est visité par plus de 170 000 personnes et plus d'un million de pages sont vues par mois.



Stage au Nicaragua

Des étudiantes reviennent bouleversées

Depuis 15 ans, des étudiants en Sciences humaines du Collège de Sherbrooke partent au Nicaragua faire un stage de découverte et de sensibilisation aux réalités de ce pays. Plusieurs en reviennent émerveillés ou bouleversés par ce stage qui leur sert, dans chaque coin du pays visité, des images inoubliables. Voici quelques textes reflétant leur vécu.

Après quatre jours à Ometepe

PAR SONIALAPOINTE

Ometepe, en tout cas en ce qui concerne la communauté de Balgué, me semble être un endroit paradisiaque. Tout est différent de chez moi. La végétation et les paysages sont magnifiques. Par contre, j'ai l'impression que tout ceci cache une réalité plus difficile. Nous vivons quand même dans des familles plutôt riches comparées aux maisons éloignées de la route. Beaucoup de pauvreté semble cachée par le paysage. Je me rends compte plus que jamais à quel point je suis chanceuse d'avoir la vie que je mène. Par exemple, l'aide financière de mes parents, l'éducation, la liberté d'expression et les soins de santé disponibles et gratuits sont pour moi des choses tout à fait naturelles. Par contre, ici, au Nicaragua, la satisfaction de ces besoins relève de privilèges réservés à ceux qui ont de l'argent. Malgré tout, ces gens que nous côtoyons sur cette île paradisiaque à mes yeux, me semblent être sympathiques et toujours prêts à s'entraider. Bien qu'ils n'aient pas beaucoup de biens matériels, ils ont des expériences et du vécu à partager. Finalement, le début de mon travail à la cancha de basket-ball me donne l'effet de



Source : CSI

Entrepôt de café au Nicaragua : pour les amateurs de café, qui n'en connaît pas sa saveur spécifique ?

gens désorganisés et dépourvus de ressources. L'entente et la compréhension entre nous et les Nicaraguayens se fait plus ou moins bien. Par contre, ils ont de la volonté et du cœur à l'ouvrage et en y mettant du mien, je suis certaine que je pourrai découvrir une merveilleuse culture.

Après quatre jours à San Pedro

PAR MARIE-DOUCE PROVENCHER

Notre maison est très bien, notre chambre confortable, la famille intéressante... Par contre, il n'y a pas vraiment d'endroit pour se laver, il y a le puits commun (où les gens ne cessent de te regarder) ou à côté de la cuisine, chez nous. La diversité dans la bouffe n'est pas très présente, mais il y en a tout de même un peu.

La communauté est soucieuse de notre bien-être mais, en même temps, nous ne voyons pas vraiment la communauté parce que nous déjeunons, dînons, soupçons et travaillons ensemble. Il est un peu plus dur de s'intégrer à la communauté de cette façon. Il y a aussi moins de ressources qu'aux autres endroits et les maisons sont éloignées les unes des autres, ce qui ne facilite pas la communication. Les gens me semblent sympathiques et bons vivants. Ils s'arrangent avec ce qu'ils ont et c'est bien comme cela pour eux. Avec leur manque de ressources, ils n'arrivent pas à faire de grands miracles. Mais ils font du mieux qu'ils le peuvent. Une chose est sûre, les paysages sont paradisiaques ! Les montagnes, les animaux, tout est beau !

Récolte du riz

La Thaïlande se place au 1^{er} rang mondial pour les exportations de riz (6 millions de tonnes par an, soit 1/4 de sa production). Il existe près de 120 000 variétés de riz à travers le monde, mais l'expansion de l'agriculture commerciale moderne, qui favorise la monoculture de variétés à haut rendement (une seule variété occupe 2/3 des rizières d'Asie du Sud-Est), abaisse progressivement cette diversité agricole. En Chine, près de 2000 variétés de riz locales ont été perdues depuis 30 ans. Avec disparaît un potentiel génétique vital pour l'amélioration des plantes cultivées. Le riz constitue la base alimentaire de plus de la moitié de la population du globe, et l'Asie assure 92 % de la récolte annuelle mondiale.

Source : Yann Arthus-Bertrand, *Pour la liberté de presse*, mai 2002. RSF

CRÉMI

Collectif Régional d'Éducation sur les Médias d'Information

Visitez notre site web
www.aide-internet.org/cremi

Pour information : 346-0101

LA TABLE RONDE DES
OVEP
DE L'ESTRIE

187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 566-2727
Télécopieur : (819) 566-2664
Courriel : trovepe@aide-internet.org

LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à offrir
- Une force en devenir

MÉDIA

Propagande et liberté d'expression

En 2004, la presse a subi bien des soubresauts dans les domaines de la propagande en temps de guerre et de la liberté d'expression. La poursuite de conflits armés a maintenu l'utilisation des outils d'information pour contrôler l'opinion publique. Reporters sans Frontières (RSF) a mis à jour son troisième recensement mondial de la liberté de la presse : trop de journalistes sont encore tués, torturés ou emprisonnés dans l'exercice de leur profession. Le rapport dévoilait le glissement du Canada de la 10^e à la 18^e place dans les pays favorisant la liberté d'expression. Des événements dans le champ de la radio québécoise ont concouru à cette dégringolade.

Propagande « bushienne »

La parution *Une arme de persuasion massive - De la propagande dans la guerre de Bush en Irak*, a retenu notre attention. Écrit par les spécialistes Sheldon Rampton et John Stauber du *Center for Media and Democracy* aux États-Unis, ce livre révèle des vices cachés concernant l'invasion états-unienne en Irak. Censure et manipulation ont largement été utilisées. On découvrira au fil des pages que l'information diffusée par les médias est subordonnée à une administration Bush secondée par ses acolytes de la Défense, de la Sécurité intérieure et des Affaires étrangères. L'information est contrôlée par une figure dominatrice qui, d'une part, sème la peur auprès de sa population sous prétexte d'assurer sa sécurité et, d'autre part, paralyse des populations entières en exerçant son emprise militaire ou économique. Cet ouvrage révèle les mensonges de Bush, et ce, dès le début de son premier mandat en 2000, donc bien avant le conflit en Irak.

CHOI & Cie

Au Québec, le phénomène de la radio de confrontation (CHOI) n'a pas été en reste. Les émissions de juillet et août 2003 de André Arthur et Jean-François Fillion ont été analysées à la loupe à l'automne 2003 par un groupe de 16 étudiants en Communications de l'Université Laval. Les échanges téléphoniques de l'émission *Deux pysys à l'écoute* du Docteur Mailloux ont également été décortiqués. Ces analyses de discours ont paru dans *Fréquences Limites - La radio de confrontation au Québec*. Cet ouvrage technique est enrichi d'extraits de leurs discours les plus choquants. Chaque phrase est scrutée au peigne fin et l'ensemble des propos est répertorié dans un tableau ou diagramme à des fins statistiques. Résultat ? Cette étude démontre que le public auditeur est manipulé par des personnages au comportement dominant. La limite entre la liberté d'expression et la censure semble vouloir s'effacer.

Sources : RAMPTON, Sheldon et STAUBER, John. *Une arme de persuasion massive / De la propagande dans la guerre de Bush en Irak*, Éd. Le Pré au Clercs, 2004, 294 p. - TURBIDE, Olivier et VINCENT, Diane, *Fréquences limites - La radio de confrontation au Québec*, Éd. Nota Bene, Québec, 2004, 210 p.

Au revoir, Visages

En décembre 2004, Sherbrooke a perdu le mensuel *Visages*. Après neuf ans de travail dans le milieu culturel de la région, *Visages* s'est éteint, laissant derrière lui 92 numéros. Son fondateur et éditeur, André Bernier ne blâme en rien l'arrivée du périodique culturel *Voir Estrie* comme responsable de sa disparition. À ses dires, seul le « besoin de changer de cap » serait à l'origine de cette prise de décision, car selon lui, le mensuel aurait pu faire encore longue route. Néanmoins, il est bien dommage de voir disparaître - encore une fois - un journal local. Malgré ce fait, le travail accompli se doit d'être reconnu et c'est avec fierté que M. Bernier a soufflé la dernière bougie de *Visages*, un des journaux indépendants à caractère informatif ayant fait longue route dans l'histoire de la presse à Sherbrooke. Peu importe les raisons évoquées, il sera toujours malheureux de voir disparaître un média né d'initiatives locales, être remplacé par un « modèle importé » !

PAR ANNIE FOREST • CRÉMI

Sources : Magazine *Trente* (oct.04), *La Tribune* (nov.04), *Visages* (déc. 04)

L'impasse péruvien - L'engagement citoyen



PAR BENOÎT PILOTTE

Holà ! Je salue toute l'équipe D'ENTRÉE LIBRE ainsi que tous les lecteurs et lectrices en direct du Pérou ! Actuellement en stage PSIJ (Programme de Stages Internationaux pour les Jeunes) « chapeauté » par l'ACDI (Association canadienne de développement international) et le CSI (Carrefour de solidarité internationale) en tant que conseiller en citoyenneté et démocratie depuis Lima, capitale péruvienne de huit millions d'habitants d'un pays en comprenant près de vingt-cinq millions, l'édition « internationale » de ce numéro m'invite à dresser un portrait d'un pays attachant, à la fois « en ébullition démocratique » et en grand borbier politique.

Si l'actualité péruvienne a une saveur « terroriste », aux dires du président Alejandro Toledo, les causes de cette réalité sont profondes et lourdes. Le premier janvier, un groupe mené par l'ex-commandant de l'armée de terre, Antauro Humala, s'est emparé d'un poste de police, y faisant morts et blessés. Il comptait obtenir la démission du Président... dont la popularité peine à atteindre 10%. C'est beaucoup moins que le 50 % de pauvreté ou le 25 % de pauvreté extrême existant dans ce pays depuis trop longtemps déjà. Quelles sont les causes de cette réalité qui dure et perdure ?

Pays sous un vent de scandales

Comme certains l'auront imaginé, le vent néolibéral a frappé de plein fouet ce pays dans les années 1990. Alors sous la tutelle d'un président autoritaire, Alberto Fujimori (paradoxalement accusé d'homocide, kidnapping et crime

contre l'humanité – mais dont se réclame aujourd'hui une partie du peuple) entama la privatisation de centaines d'entreprises afin de redresser un marasme économique catastrophique. Si l'effet immédiat a pu paraître bénéfique au pays, il aura malheureusement été bien éphémère pour la majorité de la population... Après de nombreux scandales du gouvernement « Fujishok » – qui s'enfuit au Japon en 2001 durant un troisième mandat « illégal » –, le président successeur et « sauveur », Toledo, qui représentait un véritable espoir de décentralisation du pouvoir et de démocratie, égalera Fujimori dans cette démarche néolibérale, se dissociant du coup de la classe sociale l'ayant porté au pouvoir. Toledo multipliera des actions favorables aux entreprises privées et aux intérêts étrangers. Alors que Fujimori avait réussi à donner au peuple une certaine stabilité (dont la chute du Sentier Lumineux) et quelques avancées (terre, électricité, eau

courante dans plusieurs milieux), Toledo n'aura, quant à lui, « rien » apporté de significatif au peuple. Aujourd'hui, le pays est plongé dans un sentiment d'impasse économique, d'isolement idéologique, d'embourbement politico-social dans la transition démocratique et peine à percevoir la lumière.

Bidonville de Collique

Bien que le bagage démocratique péruvien soit frêle – les années 1990 où l'État de droit, la liberté de presse et l'organisation sociale sérieusement compromis à l'époque succédaient à la sombre décennie 1980, entachée de violence par le mouvement gauchiste-radical du Sentier Lumineux responsable de milliers de morts ainsi qu'une période de régime militaire dans les années 1970 – plusieurs points positifs permettent de croire à des jours meilleurs ! En effet, depuis quelques années, des organisations ont vu le jour afin de promouvoir la démocratie, le respect des droits, la participation effective citoyenne, le tout dans une visée de transformation sociale. Cette ébullition d'initiatives, ce courant d'air frais, jeune et vivifiant est en grande partie le travail de femmes impliquées dans leur communauté. Assumant le rôle de mère et s'acquittant de la majorité des tâches domestiques, parfois en quête d'un maigre revenu (artisanat ou commerce sommaire), elles réussissent à combiner leurs efforts dans



Source : Benoît Pilotte

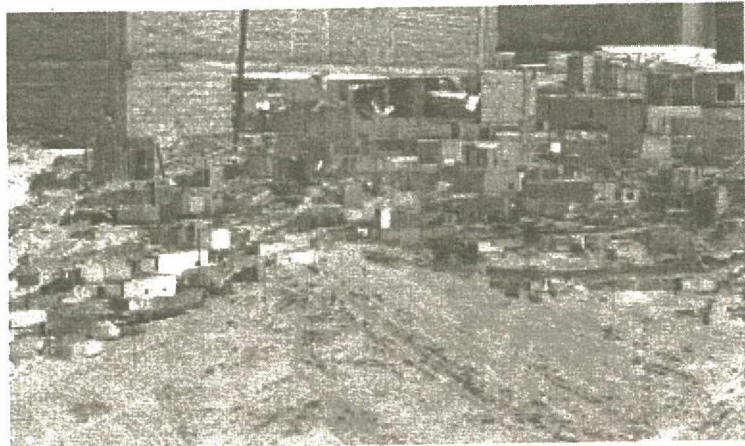
Les femmes de Collique et les comités de citoyens vont de pair.

des comités de citoyens et d'organisations de toutes sortes. S'il peut être parfois difficile de se faire écouter et d'être considéré en tant qu'individu ou selon ses revendications, l'union des gens ne peut et ne pourra qu'alléger l'injustice et la pauvreté sévissant dans le pays.

C'est dans ce contexte que je vis et travaille dans un *pueblo joven* (bidonville) d'environ 100 000 habitants, Collique. La visée de mon projet se veut le renforcement des capacités des femmes dans la gestion vigilante de la communauté, de leur participation dans la communauté et dans le gouvernement local, de leur intervention dans ces instances et dans la revendication de leurs droits. La réalité générale du Pérou (politique, culturelle, etc.) diffère de celle du Québec. La situation démocratique au sein même d'un groupe ou d'une organisation (et d'autre part dans la famille) n'échappe pas à cette différence. Aussi les méthodes d'intervention à employer différeront, ayant à s'adapter... C'est par conséquent dans un tout autre contexte que j'ai le privilège d'accomplir ce grand défi et de nombreux apprentissages !

Mais ne nous enchantons pas trop vite. Le loup nommé Néolibéralisme guette le pays et ses nombreuses richesses naturelles, pendant que la corruption ronge intérieurement le Pérou, surtout Lima. Dans la conjoncture actuelle, le meilleur des gouvernements peinerait sans doute à redresser efficacement la situation. Les fortes valeurs familiales, la solidarité grandissante d'un peuple trop longtemps ignoré et l'organisation citoyenne des communautés réussiront-elles à contribuer au changement de la situation ?

Une chose est sûre au Pérou : 2005 est une année pré-électorale et le meilleur comme le pire peuvent s'y produire. Aussi, il ne coûte rien de croire au changement. Ici aussi les gens ont des idéaux et rêvent d'un monde meilleur. Moi je ne peux que saluer ce courage, cette audace et cette détermination; croire dans les progrès et les avancées qui se concrétisent chaque jour et apporter le petit peu qui m'appartient pour améliorer les conditions d'un peuple fort marqué en traditions et aussi en luttes. Sur ce, je vous souhaite une bonne année 2005 !



Source : Benoît Pilotte

Le *pueblo joven* (bidonville) de Collique, là où vit et travaille Benoît.

La SODEC,
pour le rayonnement et le développement
de nos entreprises culturelles.

Société
de développement
des entreprises
culturelles

Québec

Des chiffres qui parlent

40 % : c'est le pourcentage des habitants de notre planète qui n'ont pas accès à de simples latrines.

30 secondes : un enfant africain meurt de malaria toutes les 30 secondes.

Source : La Presse, 23 janvier 05 2 plus

Un calendrier sexy mais pas sexiste ?

PAR CAROLE GASCON

Question de diversifier la provenance de mes informations, j'ai jeté un coup d'oeil au journal étudiant de l'Université de Sherbrooke, soit *Le Collectif* du 29 novembre dernier. En page quatre, j'ai été frappée par la photographie d'une femme presque demi-nue ou semi-vêtue. J'ai voulu savoir de quoi il s'agissait. J'ai donc lu l'article s'y rapportant. C'était l'une des photographies du calendrier mis en vente comme l'un des moyens de financement du bal des finissantes et finissants de la faculté d'Administration.

Il fallait y penser tout de même ! Financer un bal universitaire en exploitant, entre autres, le sexe, et ce, au Québec, en 2004 ! Quel progrès ! Pourtant, on dit que l'instruction favorise l'évolution. Selon Dominic Bachand, président du comité de financement du bal, il a été facile de faire adopter le style du calendrier. Ceci répondait à ma question concernant la possibilité qu'il y ait eu de l'opposition au projet. Il a même ajouté qu'aucun commentaire négatif ne leur était parvenu. Des hommes ont aussi offert leurs corps pour les besoins de la cause. Croit-on ainsi contribuer à l'égalité des sexes ? L'égalité dans la valorisation qui dévalorise, je crois qu'on fait fausse route.

Où sont les femmes ?

Mais où sont passées les femmes à part celles qui sont comprises dans cet extrait de l'article paru dans *Le Collectif* « des mannequins qui sont étudiants... transformés en de véritables professionnels pour l'occasion ». Cette attitude de nos universitaires laisse présager du genre d'administrateurs qui seront en poste dans un futur proche. Je ne prends pas la peine de féminiser le terme « administrateurs » puisqu'il ne semble pas inclure les femmes. En effet, mis à part le premier paragraphe de l'article dont l'auteur est Abdel Karim, on semble ne traiter que de la gente masculine.

Pour ceux et celles qui s'intéressent à l'économie régionale, nous pouvons juger de la portée des décisions prises par nos futurs gestionnaires. En effet, le choix du lieu où se dérouleront les festivités s'est arrêté sur le Mont Sainte-Anne, renseignement fourni par le président du comité. Dit simplement : le budget du bal sera dépensé en dehors de la région de l'Estrie.

À mon avis, quatre aspects ressortent par le biais de cet

article paru dans *Le Collectif* du 29 novembre 2004. D'abord, la photographie démontre la place qu'occuperait l'exploitation du sexe à l'Université de

Sherbrooke pour faire de l'argent. Deuxième point, le journal étudiant semble complice en appuyant ce genre de promotion sous le couvert

d'un article de style compte-rendu. Troisième point, je n'y ai retracé que des noms d'hommes. De plus, comme je l'ai mentionné plus haut, le manque de féminisation des termes accentue l'absence des femmes. En fin de compte, heureusement qu'on a vu la photographie de cette femme ! Le quatrième point a trait à la portée économique ou plutôt, la non-retombée économique pour la région de l'Estrie.



Source : Le Collectif, vol. 28, n° 7, 29 nov. 2004

Pour plus tard,
c'est maintenant :

1 800 463-5229

REER

Obligations à taux progressif

Obligations à taux fixe

Obligations boursières

BONI DE

1%

la première année*
pour les nouveaux
fonds REER.

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h.
Passez nous voir au 333, Grande Allée Est à Québec ou
au 2000, av. McGill College à Montréal, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h.
Nous serons également ouverts les samedis de janvier et de février, de 10 h à 16 h.

www.epq.gouv.qc.ca

*Pour les Obligations boursières, le boni de 1% est applicable sur le capital investi pour les nouveaux fonds REER.

Épargne
Placements

Québec



Archambault nous met dehors !

PAR NORMAND GILBERT

Lors d'une visite personnelle chez le disquaire-libraire Archambault près du Carrefour de l'Estrie, quelle surprise j'ai eue de constater la disparition du présentoir de notre journal (ENTRÉE LIBRE) ainsi que de tous les exemplaires qui y étaient. Sans entrer dans les détails, soulignons que le nouveau gérant m'a indiqué qu'il avait décidé de « faire du ménage » dans les publications offertes gratuitement à l'entrée du magasin. Cependant, agissant de façon plus que cavalière, celui-ci a enlevé notre journal sans nous consulter ou, minimalement, nous avertir, et ce, malgré une entente verbale avec l'ancien gérant qui durait depuis plus de deux ans... La décision, sous le couvert d'offrir des journaux/revues gratuits à caractère culturel, a été maintenue malgré des explications et une demande de notre part. Nous vous invitons à jeter un coup d'oeil lors de votre prochaine visite à ce magasin « montréalais » : le *Journal de Sherbrooke*, *Liaison*, *Voir* (combien d'articles locaux déjà ?), etc.

Voilà ce que le nouveau gérant fait du seul journal communautaire de Sherbrooke et du travail de ses bénévoles !

L'or des femmes

Le beurre de karité, un produit de beauté naturel et équitable



Le beurre de karité est de plus en plus connu des Québécois et Québécoises. Transformé à la main par des femmes d'Afrique de l'Ouest, ce beurre est surnommé là-bas or des femmes. Toutefois, les échanges commerciaux entre ces femmes et les entreprises du Nord ne sont pas toujours effectués sous le sceau de l'équité. C'est pourquoi des organismes de coopération internationale offrent maintenant des produits de beurre de karité qui respectent les principes du commerce équitable. Le Carrefour de solidarité internationale et l'association Kilabo au Mali permettent maintenant à des associations de femmes non seulement de vendre leur beurre de karité à un prix juste mais aussi de s'inscrire concrètement comme actrices d'un commerce basé sur des principes d'équité. Grâce au commerce équitable, dans la commune de Dégnekoro, c'est plus de 1 000 femmes qui peuvent vendre leurs produits à un prix trois fois supérieur à ce qu'elles reçoivent sur le marché intérieur traditionnel. La peau est l'organe le plus important de notre corps et il faut donc en prendre soin. En plus d'aider les femmes africaines à vivre décemment de la cueillette et de la transformation de la noix de karité, choisir ces cosmétiques vous permet d'offrir un aliment naturel à votre peau, sans produits chimiques. Et sous la rigueur de l'hiver québécois, ce produit hydratant est tout indiqué ! Néfertiti ne connaissait peut-être pas nos hivers québécois il y a 2000 ans, mais la légende dit qu'elle avait déjà trouvé, grâce au karité, la recette de la beauté.

Sources : Mélanie Mercier, CSI, Isabelle St-Germain, Équiterre

Création en toute conscience

GRAPHIC
ILLUSTRATION



graphisme • image corporative • internet

www.graphic.ca (819) 563-8039

Solidarité Populaire Estrie



187, rue Laurier, local 311
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 562-9547
solidari@aide-internet.org

*Une coalition pour
une répartition équitable
de la richesse*



*Le syndicat des prestataires de
l'assurance-chômage en Estrie*

ACTIF DEPUIS 1980

(819) 566-5811

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie

187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke QC J1H 4Z4

Membre du MASSE

Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi

Peine de mort... Arnold Schwarzenegger, gouverneur de la Californie, vient d'autoriser sa première exécution de condamné à mort et mérite ainsi pleinement son titre de Terminator.

Source : *La Presse*, 23 janvier 2005, 2 plus



Pierre Lebeau

Relevons le défi partout au Canada

Chaque Canadien produit en moyenne cinq tonnes de gaz à effet de serre par année. Chauffer et climatiser nos maisons, conduire, se servir des appareils électriques... presque toutes les activités qui requièrent de l'énergie provenant de combustibles fossiles produisent aussi des gaz à effet de serre (GES). Et ces gaz contribuent aux changements climatiques.

Relevons le défi d'une tonne: réduisons notre consommation d'énergie et nos émissions de gaz à effet de serre de 20 %, soit d'une tonne. Tout en économisant de l'argent, nous contribuerons à protéger l'environnement et la qualité de l'air.

Demandez votre Guide du défi d'une tonne.

Consultez le site changementsclimatiques.gc.ca ou composez le 1 800 O-Canada (1 800 622-6232), ATS 1 800 465-7735.

Défi d'une tonne Agissons contre les changements climatiques.



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Bombardier : Entre l'amour et la haine

PAR CLAUDE DOSTIE JR

Bombardier est l'une des plus grandes entreprises au Canada. Avec McCain Foods, Power Corp. et Magna, elle se présente comme l'une des plus grandes réussites industrielles au Canada. Bombardier, cependant, est aussi devenu le symbole le plus controversé de l'antagonisme entre les provinces de l'Ouest et le Québec. Elle sert aussi, ces dernières années, de bouc-émissaire pour ceux et celles qui dénoncent le « parasitisme d'entreprise », dixit Stephen Harper.

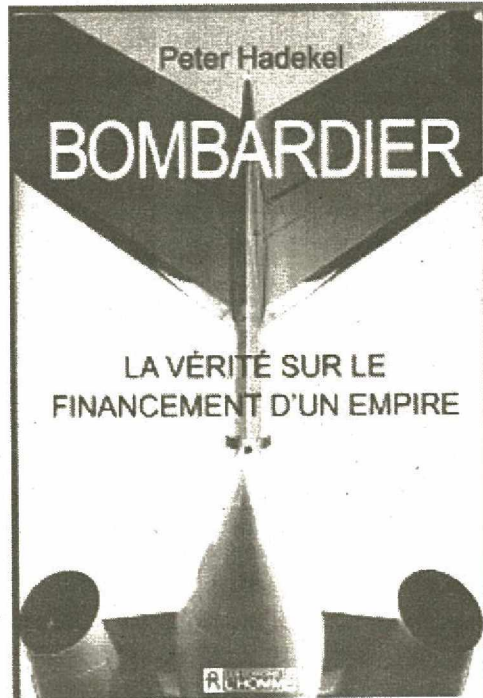
Comme contribution au débat, Peter Hadekel, journaliste au journal *The Gazette*, nous présente un ouvrage dont le titre est quelque peu trompeur. *Bombardier : La vérité sur le financement d'un empire* n'offre même pas le début d'une once d'un parfum de scandale. En fait, il reprend à son compte les argumentaires des Laurent Beaudoin et Paul Tellier en ce qui a trait à la nécessité pour un gouvernement de financer son industrie aéronautique s'il souhaite s'enorgueillir de tous les emplois spécialisés qui en dépendent. Le Canada n'investit pas autant en Défense que les États-Unis et l'Europe qui peuvent ainsi se mener une guerre commerciale par Boeing et Airbus interposés. S'il veut occuper une place enviable à leur suite, il doit y mettre le paquet, quitte à s'engager lui-même dans une bataille de subsides avec un joueur de sa catégorie : le Brésil.

De Valcourt à New York

C'est dans les années 1930 que Joseph-Armand Bombardier, un mécanicien fort talentueux, mis au point son engin à propulsion sur chenilles. L'invention aura un succès immense et Bombardier fournira même des motoneiges aux Forces armées canadiennes durant la Seconde Guerre mondiale. L'entreprise était certes une réussite mais le successeur de Joseph-Armand (décédé en 1964), son beau-fils Laurent Beaudoin, ne se contenta pas du seul créneau des produits récréatifs qui dépen-

dait trop de la conjoncture économique. La diversification s'imposait. C'est Jean Drapeau, parce qu'il avait en tête de construire un métro pour Montréal, qui lui donna l'idée d'investir dans l'industrie du rail. L'épisode du métro de New York, pour lequel Bombardier soumissionna dans les années 1980, marque son entrée dans les ligues majeures de l'industrie. Pour ce faire, l'entreprise aura besoin du soutien du gouvernement fédéral. En effet, à ce moment, Bombardier est en concurrence avec une entreprise française qui profite de l'appui de l'État. Cet appui, nouveau genre, prend la forme d'un prêt à l'acheteur lui-même, le métro de New York. Le gouvernement canadien se verra donc « contraint » d'égaliser l'offre de la France et ainsi, emportera le contrat.

C'est ainsi que le gouvernement, par le biais de Exportation et développement Canada (EDC) inaugurerait une coopération avec Bombardier qui dure toujours. En jouant le rôle de banque consentant des prêts aux acheteurs de Bombardier (autant pour ses jets régionaux que ses wagons de métro), l'État a permis à son chouchou de devenir la multinationale que l'on connaît. À cela s'ajoutent les subventions pour la recherche et le développement.



Capitalisme ou mercantilisme ?

Tout cela était-il nécessaire ? Eh bien on peut dire que l'industrie aéronautique a une teneur canadienne de 51 % comparativement à 39 % pour les autres industries manufacturières et que les emprunteurs des deniers publics ont toujours remboursé rubis sur l'ongle. Bombardier a elle-même versé des redevances au gouvernement qui font croire que ces investissements n'étaient somme toute pas trop mauvais. Cela dit, si ceux-ci étaient si lucratifs, pourquoi une banque privée ne s'en est-elle pas chargée ? Et comment ne pas devenir cynique face à ces chantages du libre-échange quand de grands conglomerats comme Bombardier ne peuvent se tenir debout sans l'intervention de l'État ?

Revendications des Sans-Chemise

Lettre à nos député-e-s fédéraux

PAR MANON BRUNELLE, DENIS POUDRIER, ALAIN OUELLETTE, JEAN LACHARITÉ, ALEXANDRE LAVALLÉE • Comité estrien des Sans-Chemise

Madame, Messieurs,

Par la présente, nous tenons à vous rappeler les enjeux actuels concernant le régime d'assurance-chômage du Canada. Nous vous avons interpellés lors de la campagne électorale de juin 2004. À l'exception d'un d'entre vous, vous faisiez partie des candidats et candidates qui avez publiquement accepté de défendre les intérêts des Sans-Emploi et endosser les revendications des Sans-Chemise.

Vous savez qu'annuellement, près de 200 millions de dollars de prestations d'assurance-chômage ne sont pas versées à une partie importante de la population active de l'Estrie. Ces gens sont déjà victimes de la précarité de leur emploi, travail saisonnier, à temps partiel ou sur appel... Ce sont ces mêmes personnes qui s'endettent et s'appauvrissent année après année.

Baisse du pouvoir d'achat

L'économie locale et régionale est par le fait même privée de ces revenus puisque ceux-ci serviraient directement à l'achat de biens de consommation. Les commerçants de l'Estrie ne peuvent qu'être préoccupés par cette importante baisse du pouvoir d'achat de nombreux consommateurs. C'est donc dire que les intérêts de l'ensemble de la communauté sont compromis par cette situation qui perdure depuis de nombreuses années.

Les membres de Solidarité populaire Estrie et de son Comité estrien des Sans-Chemise ne sont pas les seuls à dénoncer le vol de la caisse d'assurance-chômage. La vérificatrice générale du Canada, Mme Sheila Fraser, dénonce depuis des années le gouvernement canadien qui a détourné jusqu'à maintenant plus de 46 milliards de dollars de cette caisse sans la moindre légitimité.

Vous savez très bien que cet énorme surplus du régime d'assurance-chômage n'est pas dû à la bonne santé de l'économie canadienne qui aurait à elle seule engendré de plus grandes entrées de cotisations. Le vrai responsable de ce surplus est le resserrement des critères d'admissibilité au régime. Comme vous le savez, six personnes sur dix se voient refuser le droit à l'assurance-chômage lors d'une perte d'emploi. La baisse du taux de prestations de 60 à 55 % du salaire assurable et la diminution de la durée des prestations ont aussi contribué à l'accumulation de surplus et ont permis le plus important détournement de fonds de l'histoire canadienne.

Un gros 12 « cents »

La baisse du taux de cotisation ne règle en rien le problème des salarié-e-s à statut précaire ou des victimes de fermetures d'usines. Concrètement, que représente la baisse de 3 « cents » par tranche de 100 \$ de salaire accordée depuis le 1^{er} janvier 2005 ? Pour une personne qui touche un salaire brut de 400 \$ par semaine, il lui restera 12 « cents » de plus dans ses poches. Si elle a la chance d'occuper un emploi permanent, elle économisera 6,24 \$ annuellement. Si on cumulait cet apport pour 100 000 employé-e-s permanents en Estrie, l'économie régionale bénéficierait d'une hausse du pouvoir d'achat des citoyens d'environ 624 000 \$... Un bien maigre apport (0,3 %) comparé à la perte annuelle estimative de prestations de chômage qui avoisine les 200 millions de dollars pour les six comtés fédéraux de la région.

Nous vous prions d'exiger une réforme en profondeur du régime canadien d'assurance-chômage afin de lui redonner son caractère universel. Vous devez bien cela aux victimes des dernières réformes de ce pilier important des protections sociales du Canada.

Votre devoir, Madame et Messieurs les députés, est de protéger les intérêts de la population et de l'économie de vos comtés respectifs. Vous avez la responsabilité de réclamer ces importants changements à la Chambre des communes, de les faire connaître aux médias d'information et aux citoyens et citoyennes qui vous ont élus.

ABONNEMENT

S'abonner, c'est se donner les moyens de mieux s'informer !

ENTRÉE
LIBRE

Régulier : 15 \$ Institutions, organisme : 20 \$

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour _____ abonnement(s)
adressé à : Entrée Libre, 187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Téléphone : _____